

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MERCREDI

24

DÉCEMBRE  
1975

N° 67

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## guyane déportation, colonisation

## le plan stim chirac sera mis en échec



Martinique, Guyane, Guadeloupe, indépendance !

Chirac a quitté la Martinique hier après-midi pour se rendre en Guyane, accompagné de Stirn, auteur du plan de colonisation massive de ce pays.

C'est par des manifestations contre le pouvoir colonial que le peuple martiniquais a salué la venue de Chirac : «A bas le colonialisme !», «Non à l'émigration !», «Du travail chez nous !», scandaient les manifestants. Les élus de la gauche de la Martinique ont boycotté la réunion du conseil général. Même s'ils se sont mêlés aux manifestants, leur mécontentement n'a rien à voir cependant avec les revendications du peuple martiniquais. Aimé Césaire a réclamé le «dialogue» avec le gouvernement, la possibilité de «prendre la parole» dans le cadre colonial.

Dans ses discours, Chirac n'a pas manqué de souffler : le SMIC restera 80 % du SMIC en France, les allocations chômage n'existeront toujours pas, pour tenir compte des particularités des départements d'Outre-Mer ! Le tourisme est baptisé «la principale ressource naturelle de la Martinique».

ainsi Chirac a fait cadeau aux fameux «martiniquais» Trigano du club Méditerranée et à la chaîne hôtelière Hilton d'un nouveau contrat de voyages par avion en Martinique. Cela permettra de remplir les nouveaux centres de vacances que la bourgeoisie française installe en Martinique, pas pour les Martiniquais qui, eux, doivent quitter leur pays pour trouver du travail.

Et puis Chirac est parti pour la Guyane, avec dans ses oreilles les mots d'ordre des manifestants martiniquais : «Non à l'invasion de la Guyane». Chirac doit savoir que le plan Stirn sera combattu, non seulement par le peuple guyanais, mais par tous les peuples des colonies. Il doit passer Noël dans le pays. Un avion américain va l'emmener dans la forêt amazonienne, à Maripasoula. Chirac ouvre la route aux colons qui doivent commencer à arriver au mois de janvier.

Mais cette colonisation trouvera en face d'elle le peuple guyanais, dont nous retraçons, en page 8, les dernières luttes.

## E.MAIRE SELECTIONNE LES SYNDICALISTES A DEFENDRE

La Commission Exécutive de la CFDT, alors qu'elle était censée impulser une «pétition nationale pour la libération des emprisonnés et la défense des libertés syndicales», a pratiqué en fait la division et l'exclusive à l'occasion d'une conférence de presse tenue lundi. Maire y a déclaré : «afin d'éviter l'amalgame... la CFDT assurera la défense des responsables mandatés et de ceux qui, à titre personnel se sont

battus sur sa ligne politique». A bon entendeur salut ! Pas question de s'embarquer dans la défense de tous les emprisonnés : la répression n'a donc pas le même sens partout ? Comme le P«C»F, les réformistes trient, et préparent le vaste balayage de syndicalistes révolutionnaires auquel rêvent chacun de leur côté Mitterrand et le CERES, depuis leurs Assises contre le socialisme.

suite page 3

## OPEP le commando a libéré les otages

C'est hier à trois heures du matin, à Alger, que le commando de Vienne a libéré les ministres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole qu'ils tenaient encore prisonniers. Avant de libérer leurs otages, et de se rendre sans armes aux forces de l'ordre algériennes, les membres du commando avaient effectué un aller-retour en avion jusqu'en Libye, dont les motifs ne sont pas tout à fait éclaircis : peut-être des difficultés ont-elles surgi sur le chemin du projet qu'on leur prêtait de faire connaître successivement leur proclamation politique dans tous les pays arabes dont ils détenaient des ministres.

Cette proclamation condamnait «l'accord traître» sur le Sinaï, entre Sadate et l'Etat sioniste ;  
suite page 8

Hopital St - Antoine (Paris)



## chomeurs et employés exigent l'ouverture de l'embauche

voir page 4

**la vie du journal**

# DANS NOTRE COURRIER

## les problèmes d'un journal bourgeois

L'Humanité 7 jours d'Alsace et de Lorraine est l'hebdomadaire bilingue du P.C.F. couvrant l'Alsace et la Moselle. Ce journal qui a connu un passé glorieux (il a eu comme directeur le communiste alsacien G. Wodli, assassiné par la Gestapo en 1943) est devenu maintenant un exemple éloquent de la dégénérescence du P.C.F. En particulier, il est rempli à pages entières de publicité, le titre même du journal se complétant régulièrement d'une réclamation pour un gros promoteur immobilier de Strasbourg (cf. coupure ci-jointe). Or voici que dans son n° 49, on trouve l'article au titre prometteur suivant : «Y'a-t-il trop ou pas assez de publicité dans «l'Huma 7 jours?».

Ces messieurs éprouveraient-ils tout d'un coup quelque gêne ou au moins seraient-ils contraints par leurs lecteurs à un débat sur cette question ? Naturellement, il n'en est rien. Trop de publicité ? Allons donc ! Les lecteurs et les «camarades» dans leur grande majorité répondent : Non ! Plus même : «Nombreux sont ceux qui s'étonnent et, parfois qui s'indignent de voir que tel grand magasin de meubles, de confection ou d'alimentation de la périphérie de Strasbourg ou que tel hypermarché haut-rhinois qui accordent de larges placards publicitaires à la presse régionale à grand tirage, boudent «l'Humanité d'Alsace et de Lorraine» obstinément».

Ce qui est injuste pour ces messieurs, c'est que la manne des capitalistes ne soit pas répartie équitablement sous la forme d'une aide directe de l'Etat bourgeois (que prévoit le Programme Commun) ou sous la forme de la publicité.

Or, «tout le monde sait qu'aujourd'hui un journal ne peut vivre sans ressources publicitaires». Un journal bourgeois bien entendu, chacun a les soutiens qu'il mérite ! «Le Quotidien du Peuple», lui, ne compte que sur celui des travailleurs qui chaque jour plus nombreux en font leur outil de réflexion et d'action dans le combat quotidien qu'ils mènent contre la bourgeoisie.

### communiqué

Durant la période des fêtes, comme pour l'ensemble de la presse, le nombre de Quotidiens du Peuple en kiosques est réduit. Cette réduction sera effective du 26 décembre au 2 janvier inclus. Par contre, le nombre de journaux sera augmenté dans les kiosques des gares la même période.

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19  
CCP n°23 132 48 F Paris  
Directeur de publication :  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## LES LECTEURS EN DÉBATTENT à propos du reportage sur l'Allemagne

Je pense que ce texte vous intéressera, en liaison avec le dossier sur la répression en Allemagne. Nous avons eu ce texte par des profs d'allemand du lycée qui sont des amis de Sigrist. Cela montre à quel point des positions mêmes intellectuelles et universitaires (positions antifascistes et aide au Tiers-Monde) sont très suspectes et réprimées

Châlons sur Marne

Le 3 novembre 1975, le ministre de la Recherche Scientifique résidant à Dusseldorf a intenté une procédure disciplinaire contre Christian Sigrist, professeur de sociologie à la Wilhelmsuniversität de Munster/Westphalie. Il reproche à Sigrist d'avoir publié et distribué personnellement au mois de juillet 1974 à Duisbur une déclaration à la presse, dans laquelle il exigeait ainsi que d'autres personnes des informations précises concernant le décès de l'ouvrier G. Routhier, mort à la suite d'une intervention policière. La police a réussi jusqu'à présent à empêcher toute enquête. Dans le cadre des procès intentés contre Sigrist concernant cette affaire, procès intenté par le Tri-

bunal de Première Instance de Duisburg, Sigrist a été condamné à verser une amende de 2 000 DM pour diffamation des autorités gouvernementales.

On reproche d'autre part à Sigrist d'avoir publié un rapport, dans lequel il a accusé le sociologue Papalekas de Bochum d'avoir des convictions fascistes.

Enfin, le ministère désapprouve deux articles de Sigrist. L'un d'entre eux est paru dans la revue «kursbuch 32» en 1973, articles dans lesquels il fait allusion aux rapports de continuité qui existent entre la justice ouest-allemande et la juridiction du régime nazi et où il critique sévèrement le fonctionnement des procédures pénales.

Le ministère de la Recherche Scientifique a intenté une procédure disciplinaire contre Sigrist, bien que le jugement dans l'affaire Routhier ne soit pas exécutoire - les deux parties ayant fait appel. De ce fait, Sigrist n'a pu obtenir le semestre de congé qui lui revient de droit après une année d'activité

comme doyen. Ce semestre, Sigrist voulait l'utiliser essentiellement pour collaborer à un projet agraire et sociologique sur les îles de Cap-Vert, projet encouragé par les Nations-Unies. Sigrist est le premier intellectuel ouest-allemand qui est entré en contact avec les gouvernements de Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert. Ces gouvernements se sont montrés très intéressés par la collaboration de Sigrist à des projets dont le but est de lutter contre les difficultés résultant de siècles de domination coloniale, notamment le danger permanent de famines.

Nous invitons le ministère de la Recherche Scientifique à ne pas empêcher plus longtemps le travail du professeur Sigrist et à abandonner une procédure disciplinaire contre un scientifique qui refuse d'ignorer le contexte social de son travail.

J'ai beaucoup apprécié le reportage sur l'Allemagne, mais il faut regretter le peu de place accordée aux luttes populaires (ex. le logement à Francfort).

noël pour les masses populaires : coupures de gaz, d'électricité

Samedi après-midi 4 militants s'installent sur un centre commercial : un panneau sur «Pourquoi un C.L.C.C. et la vie chère». Malgré le froid, en moins d'une heure, des discussions ont eu lieu, des contacts pris : chaque fois, des travailleurs qui s'élèvent contre l'augmentation des loyers, des charges, contre les coupures de gaz et d'électricité. Nous envisageons de rédiger avec des contacts un article pour le Quotidien. Nous avons également été sollicités à plusieurs reprises pour intervenir sur une entreprise proche du quartier où il y a des menaces de licenciement : ce que nous allons faire rapidement. Non les fêtes de Noël ne sont pas une trêve dans la lutte !

Correspondant Reims

UNE PANNE CHEZ L'IMPRI-MEUR A OCCASIONNÉ LE FAIT QU'UNE PARTIE DE LA PROVINCE N'A PAS ÉTÉ DESSERVIE HIER. NOUS NOUS EXCUSONS AUPRÈS DE NOS LECTEURS.

D'AUTRE PART, EN RAISON DES FÊTES DE NOËL, LE QUOTIDIEN DU PEUPLE NE PARAITRA PAS JEUDI 25 DÉCEMBRE.

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition

calendrier : 10 F



LE DÉBUT DES MANIFESTATIONS POUR L'ANNÉE DE DÉCISION DU MOIS DE JANVIER ET LA LUTTE MALACARDI CONTRE L'IMPUNITÉ DES EMPLOYEURS ET AUTRES INFLUENCES ET COURANTS BOURGEOIS

1976	janvier				le quotidien du peuple
lun	5	12	19	26	
mar	6	13	20	27	
mer	7	14	21	28	
jeu	1	8	15	22	29
ven	2	9	16	23	30
sam	3	10	17	24	31
dim	4	11	18	25	

Il y aura 100 ans que le Quotidien du Peuple est imprimé et distribué par les NMPP. Il y aura 100 ans que le Quotidien du Peuple est imprimé et distribué par les NMPP.

# RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

je souscris

10 F    50 F    100 F    F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

## JE M'ABONNE

250 F    1 AN    80 F    3 MOIS  
150 F    6 MOIS    30 F    1 MOIS

Non .....  
Profession .....  
Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

# chomeurs et employés exigent l'ouverture de l'embauche

Huit heures : ils sont déjà une trentaine à s'aligner patiemment devant les portes vitrées d'une agence pour l'emploi, à deux pas de la République. L'agence n'ouvre ses portes qu'à 8 h 45. C'est le jour de pointage des plus de 55 ans, à cet âge, à moins d'une haute qualification, il est presque impossible de retrouver du travail. Visages fermés, ils attendent sans illusions, pour la plupart, ça fait trop longtemps qu'ils sont sans emploi. Rien n'a changé de

de notre allocation de chômage passe en frais de transport, sans résultats, exigeons les transports gratuits pour les chômeurs. Pendant que nous sommes réduits au chômage, nos camarades qui travaillent, souffrent de l'augmentation des cadences. Dans les postes, les hôpitaux, on manque de personnel, exigeons l'embauche des chômeurs dans les services publics».

Beaucoup approuvent, mais hésitent à se joindre

se retrouver au chômage. L'idée que, seules, l'unité et la lutte permettront de remporter des succès contre le chômage et l'exploitation s'impose progressivement à travers les discussions. «On vous approuve, on voudrait bien aller avec vous, mais moi aujourd'hui je ne peux pas, ce sera pour une autre fois». La proposition d'aller à l'hôpital Saint-Antoine exiger l'embauche de chômeurs est vivement encouragée, mais il y a encore bien des hésitations dues à l'inorganisation, à l'isolement des chômeurs. Ils seront malgré tout quelques uns à venir avec nous à l'hôpital Saint-Antoine.

A la même heure, devant plusieurs ANPE parisiennes, les mêmes interventions ont lieu.

Devant l'hôpital Saint-Antoine, nous serons une soixantaine, avec banderoles et panneaux. Sur le parcours, des travailleurs nous encouragent. Deux femmes, qui vont faire leurs courses, vêtues de manteaux qui ont vu plus d'un hiver, nous saluent : «Vous avez raison, il faut y aller demander du travail aux patrons».

L'entrée de l'hôpital franchie, les slogans cessent : silence pour les malades. Nous nous scindons en groupes : pour aller discuter dans différents services. A une dizaine, nous allons rendre visite au directeur pendant

que d'autres se rendent à la lingerie, dans les cuisines, en hématologie... Dans les bureaux, il n'est pas possible de rencontrer le directeur, mais la responsable de l'embauche nous assure qu'elle dispose d'un personnel suffisant hormis les infirmières. Elle se refuse pourtant à signer un papier de demande d'embauche d'infirmières. Pour le reste, «nous avons assez d'agents hospitaliers». Un camarade lui rappelle qu'une pétition signée par un millier d'employés de l'hôpital exige de l'embauche : «Bien sûr, ils se plaignent toujours mais je sais qu'ils sont assez nombreux», répond-elle sur ce ton sec et supérieur caractéristique des bureaux de direction. «Vous avez fait leur travail pour dire qu'ils sont assez nombreux ?», demande un chômeur.

A la fin de l'intervention, les discussions se poursuivent avec les chômeurs qui ont participé à l'action. Ils sont enthousiastes : au chômage depuis plusieurs mois, sans perspectives, ils se sont rendus compte aujourd'hui que la lutte est possible : ils emportent des tracts pour les distribuer sur leurs quartiers et prennent rendez-vous avec les comités de lutte contre le chômage. Car comme le dit l'un d'eux : «C'est bien, mais ce n'est qu'un début, il faudra être plus nombreux la prochaine fois et recommencer souvent. On devrait aussi aller voir ceux qui font la queue tous les matins devant «France-Soir» pour avoir les petites annonces».

Rendez-vous est pris pour la prochaine intervention.

Serge LIVET



puis qu'ils sont au chômage, à part leur nombre qui s'accroît et les locaux de l'agence de l'emploi, refaits à neuf.

L'arrivée des camarades du comité de lutte contre le chômage du 12<sup>e</sup>, qui distribuent leurs tracts provoque immédiatement une animation dans la file de chômeurs. «1 500 000 chômeurs, c'est intolérable», explique un camarade, «on nous envoie d'un bureau à un autre, d'usines en usines, une partie

à l'action proposée. «Les ouvriers font leur propre malheur, ils acceptent de faire des heures supplémentaires», dit une dame, la cinquantaine, qui a travaillé dans la restauration dans un nombre incalculable de boîtes. Elle reconnaît pourtant que les heures supplémentaires, c'est souvent la seule solution pour pouvoir joindre les deux bouts et que lorsqu'ils sont isolés, les travailleurs n'ont d'autre choix que d'accepter les cadences imposées ou de

Passé le premier moment de surprise, et après les premières explications sur notre visite, les travailleurs de l'hôpital dans tous les services où nous passons, nous reçoivent avec chaleur, sauf quelques surveillantes qui nous menacent d'appeler la police.

«La direction nous dit que le personnel est suffisamment nombreux, qu'en dites-vous ?»

«A la cuisine, nous ne sommes que cinq pour éplucher, il faudrait au moins être vingt».

Aux consultations : deux infirmières et un médecin nous disent : «Le problème, c'est qu'ils embauchent, mais pour licencier deux mois après. A Mondor, ils ont licencié un gars parce qu'il n'avait pas son BEPC, pour son travail, on ne voit pas à quoi ça pouvait lui servir : il vidait les poubelles». «Ils voudraient mettre en place des contrats de formation, pendant la période de formation, on est payé 350 F, à ce tarif-là, ils n'hésitent pas à embaucher».

Voilà ce que nous ont dit les employés dans tous les services où nous sommes passés ; pas étonnant que la direction n'ait pas voulu venir avec nous et redire devant le personnel : «Ils sont bien assez, ils se plaignent toujours».

## le service d'ordre PCF-CGT et les libertés en 3 actes

Jean Philippe Bunel est photographe à l'agence Norma. Jeudi après-midi, il effectuait un reportage sur la manifestation de la «gauche» (manifestation pour les libertés...). Déjà, le service d'ordre CGT, aux mains du PCF, l'avait menacé : «Tu nous a pris avec l'extrême-gauche, donne tes pellicules». Puis, c'est l'agression du service d'ordre du PCF contre les militants qui scandent «Libérez nos camarades !», «Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur !». Ces mots d'ordre, les révisionnistes du PCF ne peuvent pas les supporter, aussi l'agression est particulièrement violente. Bunel en prend des photos. C'en était trop pour ces messieurs :

«Brusquement, alors que je venais de changer de pellicule, quatre types portant le brassard du SO CGT et des badges CGT ou PCF me plaquent violemment contre un mur, me demandent mes pellicules. Comme je refuse, ils commencent à me cogner et à me casser mon matériel. Ils me font les poches, prennent les pellicules et ma carte de presse dans mon portefeuille. C'est an

y voyant mon nom et mon adresse qu'ils me disent : «on sait qui tu es, on te fera la peau». Cela se passait sur le boulevard Beaumarchais». La direction de la CGT a d'ailleurs dû le reconnaître.

Les choses n'en sont pas restées là. Vendredi soir, peu de temps après être rentré chez lui, J.-P. Bunel va ouvrir sa porte, à laquelle on vient de sonner. «Trois types portant des foulards sur le visage, forcent la porte, et commencent à me frapper. Avant de recevoir le coup sur la nuque qui m'a assomé, j'ai eu le temps d'en reconnaître au moins deux, qui faisaient partie de ceux de la manifestation de jeudi. L'un d'eux, avec ses énormes favoris et sa houppette de cheveux est très facilement reconnaissable». Lorsque Jean Philippe se réveille, il est couvert de coups, de coupures, son appartement est dévasté et il manque une clé de la porte. Cette fois, il décide de porter plainte contre ses agresseurs, d'autant plus que, dans la nuit de lundi à mardi, vers minuit et demi, des inconnus ont tenté de mettre le

feu à son appartement.

Ce n'est pas contre les militants CGT en général qu'il en a : «Par exemple, à Boussac (Bolbec), c'est un délégué CGT qui m'a fait visiter l'usine où j'ai pu prendre des photos. Mais pour ce qui m'est arrivé cette fois -qui peut arriver à d'autres photographes eux aussi menacés- je suis décidé à aller jusqu'au bout».

Le PCF et la direction de la CGT, devant une affaire qui commence à faire du bruit -et cela parce que Bunel ne s'est pas laissé intimider- jouent aujourd'hui les innocents, promettant que les coupables seraient retrouvés. Or, c'est presque tous les jours, que les gros bras des services d'ordre révisionnistes montrent leurs conceptions de la liberté, et leur haine de la révolution.

Comme les dénonciations nominales de syndicalistes révolutionnaires et de camarades de l'UCJR à Chalons, ou les agressions à Besançon. A chaque manifestation, ils montrent leur peur de la vérité en

s'attaquant aux photographes qui osent montrer leurs exactions. Cela n'empêche pas ces messieurs de se présenter comme défenseurs de la liberté : Krasucki s'enflammait lundi dernier (à très juste titre d'ailleurs) contre l'agression dont ont été victimes les journalistes de la BBC à Chrysler. Or, c'était deux jours seulement après l'attaque contre Bunel...

Une fois de plus, ces messieurs ont prouvé que la seule liberté qui les préoccupe est celle de pouvoir accéder tranquillement à la gestion des affaires bourgeoises, en muselant les travailleurs, en s'attaquant aux révolutionnaires, et, à l'occasion, en faisant disparaître tout ce qui pourrait ternir leur image de marque.

Eric Bréhat

### BERGERON-GISCARD : LA CONCERTATION CONTINUE

Faute de défendre les intérêts des travailleurs, Bergeron rend visite sur visite à l'Élysée. Il avait annoncé, avant son entrevue d'hier avec Giscard, qu'il allait discuter des progrès de la «politique contractuelle» cette année.

Pour FO, les attaques contre les salaires, les procédures judiciaires contre les syndicalistes, les interventions des CRS dans les usines, font partie de cette «politique contractuelle». Pour qu'il n'ait pas l'air de sortir sans rien, Giscard lui a fait la promesse d'organiser «un grand débat national sur la Sécurité Sociale». Alors que les décisions sont prises par le gouvernement, on sait d'avance que ce «grand débat national», comme par exemple celui sur la réforme de l'entreprise, n'apportera rien de bon pour les travailleurs.

sondage Figaro-Sofres

### UN OPTIMISME SUR COMMANDE

Un sondage demandé à la SOFRES par le «Figaro» était publié hier par ce journal qui titre à la une : «Les Français sont plutôt optimistes pour 1976». Or si l'on regarde les chiffres fournis, on «apprend» que 47 % sont «plutôt optimistes» contre 44 % «plutôt pessimistes». On peut donc voir malgré tout que cet optimisme n'est pas aussi largement partagé que le laisse entendre le titre du «Figaro», mais passons.

C'est, d'après ce sondage, le chômage (36 % des personnes interrogées) et la hausse des prix (23 %) qui ont été les facteurs principaux de pessimisme pour 1975, dont 58 % pensent que ce fut «plutôt une bonne année» contre 29 % «plutôt une bonne année». Dans ces conditions, qu'est-ce qui motive donc cette soudaine note d'optimisme ?

Le «Figaro» n'en fait pas un mystère : il ne nous cache pas l'opinion «des Français» : «Leurs perspectives pour 1976 sont donc concordantes avec celles du gouvernement» !

La fonction de ce sondage est claire : appuyer la campagne gouvernementale selon laquelle «le plan de soutien» devrait faire son effet dans les mois qui viennent. Il faut attendre du plan de relance un remède au chômage. Si cela fut un «point noir en 1975», on veut nous faire croire que ce n'en sera plus un en 1976. Or, il faut s'attendre à ce que se poursuivent les mesures de restructuration que les entreprises françaises ont entamées pour tenter de faire face à la concurrence acharnée qui se livre avec les autres impérialismes. Des licenciements sont d'ores et déjà prévus dans le textile, par exemple, (Rhône-Poulenc Textile entre autres...), dans la sidérurgie, la chimie, etc... Non seulement le chômage ne va pas diminuer, mais il va continuer à s'étendre.

Quant à la hausse des prix qui fut le deuxième «point noir» de 1975, par quel miracle va-t-elle se voir stoppée ? Le «Figaro» ne se risque pas à l'expliquer. Il faut à ce sujet se satisfaire d'un optimisme béat !

Mais les travailleurs savent qu'ils n'attendent rien de «ce plan de relance du chômage». Ils comptent avant tout sur leurs luttes pour s'opposer à tout licenciement, pour exiger des augmentations de salaires, pour combattre la baisse de leur pouvoir d'achat. Ils refusent le chantage gouvernemental qui aperçoit «le bout du tunnel» à condition que les travailleurs acceptent le blocage de leurs salaires.

# FO et le PCF demandent la libération des emprisonnés !

Le titre de l'«Humanité» d'hier pourrait surprendre. «Libérez les emprisonnés», demande le PCF. C'est bien la première fois depuis trois semaines. Il faut dire qu'à part ce titre en première page, il faut chercher un bref communiqué en page 5, celui du groupe des députés du PCF adressé à Lecanuet.

Pouvait-il persévérer à garder le silence alors même que FO, par la voix de Bergeron devait faire la même demande à Giscard, hier matin.

Le PCF se déciderait-il, même tardivement, à mener campagne pour la libération de tous les emprisonnés inculpés devant la Cour de «Sûreté de l'Etat» et pour exiger l'arrêt de toutes poursuites ?

Pourquoi maintenant ? Sans doute avait-il besoin d'un prétexte ? Ils en ont un : Noël !

«A la veille de Noël, nous vous demandons, Monsieur le garde des Sceaux, de bien vouloir intervenir pour obtenir la mise en liberté des personnes à qui il est reproché d'avoir demandé que les militaires puissent bénéficier de droits démocratiques».

La semaine dernière encore, lors de la manifestation sur les libertés, le PCF s'est évertué à faire le silence le plus absolu sur la libération des emprisonnés.

Qu'y a-t-il de changé aujourd'hui ? Sur le fond, rien.

Le communiqué redemande «l'ouverture du dossier» pour connaître «la nature exacte des faits reprochés aux inculpés». Le PCF persiste donc tout à fait à admettre le bien-fondé éventuel de certaines inculpations.

Cette demande de libération d'ailleurs ne concerne pas tous les inculpés, mais uniquement ceux qui ont demandé «des droits démocratiques», excluant ceux qui ont poussé ces droits jusqu'à créer des comités de soldat.

Et encore une fois, s'élevant contre «l'utilisation d'une juridiction d'exception, celle de la Cour de Sûreté de l'Etat», il laisse entendre qu'il ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'ils soient poursuivis devant un autre tribunal.

Le communiqué s'élevant par ailleurs «contre cette détention provisoire» faut-il comprendre que derrière le titre «libérez les emprisonnés» le PCF sous-entend «provisoirement», cette détention n'étant pas «de nature à contribuer à faire avancer

l'instruction en cours» (comme l'indique sans détour un communiqué du «Secours Populaire Français» dont on connaît les liens avec le PCF) ?

Comme devait le confirmer, à TF 1, Bayot, porte-parole du groupe PCF de l'assemblée nationale, il s'agit essentiellement d'un «geste humanitaire», face à une «détention provisoire anormale».

Il s'avère que derrière ce «libérez les emprisonnés» le PCF y cache diverses conditions qui rendent d'autant plus hypocrite sa démarche.

Après l'hostilité déclenchée contre lui par tous les travailleurs qui lui reprochent sa position et son attitude vis-à-vis des soldats et des militants syndicaux victimes de la répression gouvernementale, le PCF a jugé nécessaire de faire un geste. Il a donc légèrement infléchi la formulation de sa position.

Mais sur le fond il se refuse à demander la libération immédiate et l'arrêt des poursuites pour tous les inculpés.

Fabien VAUDOIS



E. Maire dénonce «ceux qui viennent à la CFDT pour tenter de l'utiliser au service de leur organisation politique». Bien sûr, le PS, lui, n'est pas concerné !

## INTERVIEW D'UN DÉLÉGUÉ DE LA CFDT, SÉCURITÉ SOCIALE DE PARIS.

QDP : Camarade, que penses-tu de la manière dont la direction de la CFDT compte engager la lutte pour la libération des emprisonnés ?

— Les choses sont claires à présent. La direction CFDT n'a aucunement envie d'engager cette bataille. Edmond Maire y va bien à contre-cœur, sans proposer une mobilisation conséquente ; alors qu'il existe dans la CFDT une réelle volonté de lutte. C'est plus pour contenir, essayer de contrôler les choses qu'il lâche un peu de lest, comptant bien en rester là !

QDP : Mais que penses-tu des récents propos de Maire... ?

— Maire est ballotté entre la forte pression des camarades dans les sections syndicales pour défendre résolument les inculpés et sa volonté de maintenir à tout prix sa direction sur la CFDT. Toujours est-il qu'il affirme chaque jour davantage sa volonté d'expulser les camarades combattifs et les révolutionnaires de la CFDT.

QDP : Mais de manière plus précise : entre les propos de Maire au moment de la manifestation du

18/12 et la conférence de presse de lundi soir au siège confédéral... ?

— Entre les propos qu'il tenait, il y a quelques jours, à propos de la restauration de la démocratie syndicale qui «peut aller jusqu'aux exclusions» et ses propositions de «ne défendre que les camarades mandatés» et «sur la ligne confédérale», il marque bien là sa volonté de s'opposer au mouvement. Il capitule face aux pressions de Ségué et aux critiques de Mitterrand à propos de la participation de certains militants à la manif. de vendredi. Dans ma section, on ne se fait plus d'illusions sur Maire. De toute façon, pour les «mandatés» pas tout à fait sur la ligne confédérale, Maire est bien capable de les défendre et ensuite de tenter de régler leur compte au prochain congrès CFDT !

Et pour défendre notre conception de la démocratie syndicale ma section a envoyé une motion à l'UD dénonçant précisément le fait que les positions que Maire a prise sur l'armée n'ont pas été débattues dans la CFDT...

QDP : Peux-tu préciser un peu à propos du «réta-

blement normal de la démocratie syndicale» comment Maire se propose de le faire ?

— Je vais te donner un exemple qui prouve bien que, loin de défendre les militants CFDT, la direction capitule devant la ligne du programme commun qui domine déjà la CGT : récemment un camarade délégué de la section CFDT de la Sécurité Sociale de Nanterre discutait avec 3 délégués CGT au CE. Ils critiquaient leur gestion du CE, guère conforme avec les intérêts des travailleurs. Puis ils en vinrent à discuter des atteintes aux libertés démocratiques et le camarade critiqua alors l'attitude des faux communistes face à la répression... A la fin de la discussion, un membre CFDT du CE prit à partie ce camarade le traitant de «provocateur», le menaçant «de lui casser la gueule ou de le vider». Tu vois, ce qu'il en est de la pratique des réformistes dans la CFDT. C'est exactement tout le contraire de ce qu'il faudrait faire, au moment où il faut dénoncer clairement le jeu de la direction de la CGT et s'opposer à la répression, faire échec à la direction CFDT qui capitule et attaque les syndicalistes révolutionnaires !

# e. maire sélectionne les syndicalistes à défendre

Suite de la une

Flottants au gré des pressions, un jour de Mitterrand et l'autre des syndiqués, la Commission Exécutive de la CFDT avait jusqu'alors soufflé le chaud et le froid, appelant à la fois à défendre les emprisonnés et à maintenir l'unité de la gauche. Aujourd'hui, comme la bourgeoisie, les réformistes font leurs sales coups pendant les fêtes de Noël, misant sur la démobilisation des sections syndicales.

Dans son interview au «Monde» du 20 décembre, E. Maire précisait déjà que

«le refus de toute censure... a eu pour conséquence que des textes inadmissibles ont été diffusés avec le sigle CFDT» et dénonçait «ceux qui viennent à la CFDT pour tenter de l'utiliser au service de leur organisation politique». Gageons que ce n'était pas là le PS qui était visé ! Pourtant, il y aurait beaucoup à dire sur les pressions incessantes des fédérations et unions qu'il domine, pour exiger, depuis 15 jours surtout, le sacrifice des «gauchistes» de la CFDT sur l'autel de l'unité à tout prix avec les révisionnistes...

Déjà de nombreux militants ont été pris à partie : ils sont menacés d'exclusion de leur fonction et parfois du syndicat pour leur ferme position de défense du syndicalisme de lutte de classes et des libertés démocratiques, chaque fois qu'ils remettent en cause les positions et intérêts de la social-démocratie (à Bourgogne-Electronique Dijon, à Caen, dans les PTT de Paris, la SNCF de Lyon, et aujourd'hui la sécurité sociale de Nanterre).

Dans la CFDT, la colère monte chez les syndiqués et de nombreux délégués. Il faut en finir avec l'addition de

la répression bourgeoise et des manœuvres des gens du programme commun contre les luttes et les libertés ouvrières ; les travailleurs briseront cet «encerclement» réactionnaire jusque dans les syndicats ! Oui, il faut «rétablir le fonctionnement de la démocratie syndicale». Mais pour cela, M. Maire, nous nous battons dans toutes les sections, les unions et jusqu'au Congrès de Mai 76, pied à pied, en exigeant des comptes (à l'image des syndicalistes révolutionnaires qui se sont exprimés au Congrès régional Rhône-Alpes) :

- pour un syndicalisme sans compromis, face à la répression et pour la prise en charge des revendications, de la lutte contre la crise !

- en démasquant les faux «défenseurs des libertés» qui veulent offrir à la bourgeoisie les ouvriers combattifs et les syndicalistes révolutionnaires sur un plateau, et liquider la démocratie de masse et de classe dans nos syndicats ;

- en développant dans le cours même de la lutte pour les libertés démocratiques un front syndical sur des bases de lutte de classe, unissant dans les entreprises les militants CGT et CFDT sincères.

Stéphane Raynal

## 47<sup>e</sup> inculpation

Le juge de la Cour de Sûreté de l'Etat poursuit son travail infatigablement : il a inculpé Mme Colson, directrice d'école à Chaumont, lundi soir. Il y a maintenant 47 inculpés dont seuls 27 ont été remis en liberté. Encore faut-il préciser que les militaires qui sont sortis du Fort de l'Est ont été mis aux arrêts. Belle mise en liberté !

### DEUX COMPÈRES... CONTRE LA RIPOSTE DE CLASSE A LA RÉPRESSION

«Camarades,

Il est nécessaire de débusquer sous les divergences apparues entre E. Maire et G. Ségué, l'alliance fondamentale contre les syndicalistes révolutionnaires CGT ou CFDT.

En effet, dans un premier temps, Maire a eu beau jeu d'appeler à une riposte «unitaire» et «immédiate» après l'inculpation des soldats et des responsables syndicaux, il savait en effet que celle-ci était hors de question, compte-tenu des positions des révisionnistes de la CGT. Et ce même Maire de se retourner maintenant vers ses militants sincères, en leur disant «La CGT nous a laissés tomber, alors il n'y a plus qu'à préserver l'unité».

En fait E. Maire a tablé sur l'horreur bien connue de Ségué pour les «éléments gauchistes provocateurs» afin de :

- o tenter de ramener les syndicalistes CFDT révolutionnaires sous sa houlette réformiste,

- o éluder le débat de masse sur la répression qui se faisait jour dans sa centrale.

Ségué et Maire, en voilà deux qui se connaissent suffisamment pour s'entendre comme larrons en foire à l'instant même où ils semblent se boudier !

Il est donc important de dire qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, un syndicat (la CFDT) qui se ferait à tous ses niveaux l'interprète des justes revendications des masses ; non, il y a deux compères, le «réformiste autogestionnaire» et le «révisionniste» qui s'entendent à merveille pour nous bernier.

Il importe que les syndicalistes révolutionnaires de la CFDT ne relâchent pas leur effort : leur adversaire n'est pas la CGT dans son ensemble, mais la clique réformiste qui s'arroge le pouvoir à la CFDT, et la ligne des faux communistes du P.C.F. qui domine pour le moment notre centrale».

Lettre d'un syndicaliste révolutionnaire CGT (Paris 10<sup>e</sup>)

# LIEVIN : CALOMNIES ET MENSONGES

Après la parution d'un article particulièrement odieux contre des militants de notre Parti dans «la voix du nord» du 22 décembre 1975, nous répondons aux calomnies et mensonges distillés par ce journal.

Le samedi 20 décembre, lors de la cérémonie de la fosse 3 à Liévin, organisée par la municipalité PS de cette ville, une banderole s'est lentement élevée où on lisait : « Houillères assassins, imposons la vérité, Parti Communiste Révolutionnaire ». Un homme a brutalement tenté de l'arracher en n'hésitant pas à interrompre la cérémonie. Était-ce un mineur, un retraité, non ! C'était Darras, maire soi-disant socialiste de Liévin. Darras a désormais inscrit son nom dans la lignée des Jules Moch, traître à la

classe ouvrière, assassin des mineurs en grève en 1948. Homme d'ORDRE de la bourgeoisie.

Ce maire qui pleurnichait sur la mine «maudite» en recevant Chirac lors des obsèques des 42 mineurs, assassinés le 27 décembre 1974 par les Houillères, soutenait encore que la fatalité était le sort commun des travailleurs des mines.

Avait-il osé élever le ton lorsqu'apparut à ces «obsèques nationales» la banderole «il n'y a pas de fatalité, nous voulons la

vérité ». Il avait alors trop conscience du chagrin terrible, de la révolte sourde qui grondait au cœur du pays minier.

Qui sont ceux qui ont pris en main l'aspiration profonde des mineurs à faire la vérité, qui a osé accuser les Houillères de leur responsabilité entière dans le crime commis contre les 42 ? Qui a mené à bien l'enquête au sein des coronas ? C'est la Commission Populaire d'Enquête créée à l'initiative du P.C.R.(m-l). Des milliers de mineurs, leur fem-

me, leurs amis peuvent en témoigner. C'est ce qu'on compris bien des mineurs présents à la commémoration du 20 décembre lorsque Darras a agressé les porteurs de banderole, lorsque des délégués CGT s'emparèrent de caméras pour les remettre aux mains de la police.

Darras parle de violence mais c'est lui qui a usé de violence contre nos camarades, qui ne faisaient que redire leurs quatre vérités aux Houillères, consciemment, fermement. Depuis longtemps, Darras a choisi son camp et lui qui ose dire qu'il ne faut pas faire de propagande politique, se bat sur les corps des 42, dans une joute avec le P.C.F pour se donner belle figure en prévision des prochaines élections législatives. Cette sorte de «socialiste» montre qui sont les charognards, les vampires du peuple. La violence utilisée par Darras et sa clique s'est manifestée dans son refus conscient, dans sa lutte féroce, pour empêcher que soit divulguée toute la vérité sur la mort des 42, sur les accidents dans les mines. En calomniant la Commission Populaire d'Enquête en faisant courir des ragots sur les sommes «énormes» qu'auraient reçues la Commission, notre Parti. Par contre, quand 2 500 travailleurs sont ve-

## Pendant la grande grève de 63, déjà...

Ce Noël de lutte, passé au fond par des mineurs, a un précédent d'importance : en 1963, c'était la grande grève nationale des mineurs contre la restructuration du secteur minier (houillères et bassins du fer). A l'époque, G. Pompidou, en tant que premier ministre voulu casser la lutte par la réquisition et tenta de jouer sur le pourrissement, grâce à la période des fêtes. Mais le Noël des mineurs de fer au puits de Trieux (Meurthe et Moselle) est resté célèbre pour la détermination et l'enthousiasme militant de toute une population minière (femmes et enfants descendus au fond avec les grévistes) regroupée pendant 96 jours autour de ce qui devint le «chant de lutte des mineurs de Trieux» :

«Pauvre mineur, c'est toujours toi qui trinques,  
Toi qu'on opprime, qu'on presse comme un citron,  
Mais aujourd'hui, il faut que cela change,  
Voilà pourquoi nous occupons le fond !»

nus au Tribunal populaire le 22 mars 1975, ce fut, du côté de ces «défenseurs» de la classe ouvrière, le silence le plus absolu. La presse locale à leurs bottes n'a rien dit. Là, il fallait faire silence ! N'est-ce pas, M. Darras, la vérité, ça vous connaît, la main sur le cœur et le regard haineux. Tous ces actes sont des violences qui montrent vos faiblesses mais aussi votre peur. Cette hystérie, c'est la marque des provocateurs, prêts à tout pourvu que leur travail de chiens fidèles des Houillères, de la bourgeoisie, puisse se per-

pétuer dans la violence de leur «ordre».

A la fosse 4 de Lens, les mineurs nous disaient : «la raison, elle est entièrement de votre côté, ces «socialistes» s'engraissent sur notre dos, mais pourquoi cette cérémonie le 20 et pas le 27 ? C'est ce jour-là qu'on doit aller à la fosse, ce jour-là, il faudrait que personne ne travaille ». Quant à la CGT, elle appelle à une minute de silence au fond, ce 27 décembre.

LES MASQUES TOMBENT.



Les «socialistes» livrent à la police ceux qui veulent imposer la vérité.

A l'appel de la fédération Nord-Pas-de-Calais du PCR (ml)

LIEVIN  
27 DÉCEMBRE

● à 15 h : cérémonie devant la fosse 3 pour honorer la mémoire des 42 mineurs envoyés à la mort, il y a un an !

● à 16 h, réunion publique de la Commission Populaire de Liévin au cinéma casino en face du Brazza.

## caillard (le havre)

La décision du patron de réduire la semaine de travail à 27 h a été reportée au 5 janvier. Les travailleurs ont aussi obtenu le déblocage des congés payés. C'est le résultat de l'action de lundi dernier (voir QdP n° 60).

DISCUSSION AVEC LES TRAVAILLEURS A LA SORTIE DU TRAVAIL

QdP : La semaine de 27 h a été reportée au 5 janvier, que pensez-vous de cette décision ?

— Un travailleur de chez Caillard : C'est le résultat de l'action de lundi dernier, pour obtenir ce résultat on a appuyé sur le fait qu'il y avait surcharge de travail à la fin de l'année alors que d'habitude il n'y en a pas. Tu vois la cale, là, il y a un bateau là-bas aussi, ça représente du boulot pour 300 gars. De plus l'aménagement des horaires des semaines de 27 h n'était

pas conforme à celui qui avait été annoncé, on a aussi beaucoup accentué là-dessus. On a fait aussi toute une série de démarches : on a réveillé le secrétaire du sous-préfet, on a été voir deux députés et la municipalité.

QdP : Actuellement, on parle de surcharge de travail que ce soit à Caillard, aux ACH (Atelier et Chantier du Havre). Pourquoi les patrons de ces différentes boîtes ont-ils passé des commandes ?

— On n'est pas au courant du carnet de commandes, sauf pour les gros chantiers, car les marchés sont établis à 15 jours près. L'inconvénient dans les réparations navales, c'est qu'il y a des périodes où on fait des heures supplémentaires et des périodes où on se retrouve à la soupe. Cette année, il y a des gars qui ont été à la soupe pendant 120 jours.

QdP : Y a-t-il des contacts avec les autres boîtes de réparation navale ?

— Oui, on a leur appui, la solidarité dans la réparation navale a toujours été très forte. Des types sont déjà intervenus envers leur direction par l'intermédiaire des commissions paritaires, enfin, on sait ce que ça donne. Par exemple, aux chantiers de Normandie, quand il y a la grève, 90 % des gars en sont.

QdP : Tu m'avais parlé d'une caisse en cas de chômage. Qu'en est-il ?

— Elle a quadruplé avec le chômage cette année. Il y a un problème avec la direction car cette caisse avait été créée avec la base suivante : 50 % devaient être versés par les ouvriers et les 50 autres % par l'entreprise, renouvelable tous les ans, ce qui n'a pas été fait. Aucun accord d'entreprise n'ayant été signé.

QdP : Comment envisagez-vous la suite de la lutte ?

— Il ne faut pas oublier que Caillard, c'est la plus grosse boîte de réparation navale sur la place du Havre, le patron a profité de cette période pour annoncer des réductions d'horaire car le tiers du personnel est en congé. La journée de lundi est une première victoire, car, cette semaine, il y a des gars à la soupe qui vont quand même toucher leurs 40 h. Il faut durcir la lutte.

## ESSWEIN-THOMSON non aux provocations

Le samedi après-midi 18 décembre, les travailleurs de l'usine ont tenu une assemblée générale où plusieurs centaines de travailleurs (dont plus de quatre cents OS) ont décidé de résister fermement aux attaques de la bourgeoisie, de continuer la lutte. En effet, les tentatives de la bourgeoisie pour casser leur lutte se font de plus en plus pressantes.

« Les travailleurs d'Esswein ne veulent pas servir de cobayes dans un contexte d'agitation sociale », c'est ce qu'on peut lire dans un tract signé par un groupe (à la solde du patron) s'intitulant « la majorité des travailleurs qui veulent travailler ». Ce qui est pour le moins se payer de mots, quand la bourgeoisie, que sert ce groupe, met un million et demi de travailleurs sur le pavé et les contraints à la misère, au chômage, et quand elle assigne les délégués CFDT et CGT en référé et ordonne par voix de « justice » l'expulsion des travailleurs de leur usine, bref, quand elle porte atteinte aux droits chèrement acquis par la classe ouvrière dans ses luttes !

Depuis peu, la direction a accepté d'engager avec les délégués syndicaux des discussions dont jusqu'à présent rien de concret n'est sorti. Ce pourrait bien être là une manœuvre dont les travailleurs ont fait les frais dans d'autres entreprises ; sem-



blant de discussion avec les délégués pour se donner un masque « démocratique », puis grand battage sur l'impossibilité qu'il y a de discuter « sérieusement » avec eux. Toutes ces simagrées pour pouvoir par la suite frapper plus fort, faire « cautionner » une répression accrue.

Les travailleurs de Esswein-Thomson sont conscients de l'escalade qu'a engagée la direction du groupe. Aussi quand on voit que la seule forme de soutien qu'apportent les faux communistes du P.C.F., c'est une invitation par tract à participer à un apéritif de « soutien ». On voit bien là le sabotage d'une popularisation réelle sur la région, à laquelle aspirent vivement tous les travailleurs et qu'ils

savent nécessaire pour vaincre.

Après bientôt un mois de lutte, les travailleurs d'Esswein-Thomson continuent d'affirmer : « on peut gagner ! »

Mais après le vote de lundi où une faible majorité des travailleurs s'est prononcée pour la poursuite de la grève, il se peut que les pressions diverses, l'appel aux flics par les patrons, le fait que le P.C.F. et le PS aient tout fait pour empêcher un vaste soutien à leur lutte enrayent le processus engagé. L'acquis d'une telle lutte sera la possibilité pour les travailleurs de mieux voir où sont les démagogues, les beaux parleurs, et de s'armer pour une lutte de plus grande ampleur.

T. Engel

## Le Noël des métallurgistes parisiens

Les patrons de la métallurgie parisienne, au cours de la dernière réunion de la commission mixte qui s'est tenue avant hier, ont annoncé leur intention de diminuer de 12,2 % la « progression du barème des salaires » pour l'année prochaine. En clair, cela signifie que le salaire des travailleurs manœuvres sera limité à 1 349 F par mois, donc au SMIC !

De plus, les patrons de la métallurgie parisienne ont décidé une attaque en règle contre les salaires de l'ensemble des métallurgistes, s'appuyant en cela sur l'accord signé par FO et la CGC. Après cela, les travailleurs apprécieront les déclarations de la bourgeoisie du genre « les français n'ont jamais tant dépensé, ne sont jamais tant partis en vacances » à l'approche des fêtes !

ITALIE

# "le compromis historique" du PCI, un nouveau modèle de collaboration de classes

Depuis 1973, tirant les leçons de l'échec de la politique de l'unité populaire d'Allende, Berlinguer, secrétaire général du PCI a fait un pas de plus dans le compromis avec les autres partis bourgeois italiens, compromis qui trouve sa formulation sous le terme de «compromis historique», c'est-à-dire la recherche d'une large alliance avec les autres partis parlementaires et notamment avec la démocratie-chrétienne. C'est sur cette base qu'il développe depuis les dernières élections, un nouveau modèle de collaboration de classe. En accord avec les directions syndicales, l'Unita, organe du PCI propose aux travailleurs italiens de lutter pour imposer une «nouvelle politique économique», un nouveau «modèle de développement». Ce dernier se fonderait sur la «co-responsabilité de la classe ouvrière et des syndicats dans la crise économique». L'objectif est la «relance des investissements» et pour ce faire, les travailleurs ne devraient pas compromettre ces investissements par des revendications excessives.

- dans le secteur de la machine-outil, fer de lance de l'impérialisme italien pour développer ses exportations vers les pays du Tiers-Monde, notamment l'Iran.
- dans les transports, projet auquel Agnelli, PDG de la FIAT, et patron des patrons au «CNPFF» italien est directement et principalement intéressé, et qu'il soutient tout naturellement.
- enfin dans le bâtiment sous la forme d'une aide de l'Etat plus conséquente pour la sauvegarde des PME.

Pour ce faire, les faux communistes du PCI, avec l'aide des centrales syndicales : la CGIL, la CISL, l'UIL, s'opposent aux luttes des travailleurs qui s'écartent de leur logique de gestionnaires du capital, et sous couvert «d'assainissement de la situation économique», ils prônent la «nécessaire mobilité de la main-d'œuvre», c'est-à-dire entérinent et soutiennent résolument la solution au chômage partiel et sabotent toute lutte qui freinerait cette mobilité. Pour faire bonne figure aux

bourgeoisie, en dénonçant toute revendication salariale comme corporatiste.

Enfin, dernier volet de leur politique qui n'est autre que la mise en œuvre d'ores et déjà du «compromis historique», de ce modèle de collaboration de classe, le PCI invite les travailleurs à assister à des meetings où participent les représentants du «CNPFF» italien, les ministres sociaux... pour débattre de la solution à la crise et proposer aux capitalistes italiens leur propre gestion : participation à la gestion des entreprises nationales, aux «communes rouges»...

Faisant chorus avec la presse bourgeoise, l'«Unita», «Rinascita», mènent campagne contre la violence, procèdent au même amalgame entre révolutionnaires et bandits, dénoncent les organisations révolutionnaires comme faisant le jeu du fascisme, dénoncent les travailleurs les plus combattifs comme «délinquants», enfin sous couvert de lutte anti-fasciste, de «défense de la démocratie», appellent à la défense de l'ordre public.

## la lutte des travailleurs d'Innocenti

Innocenti, à Milan, est une filiale de la société anglaise Leyland et fabrique des Austin mini. Dans le cadre de la restructuration, Leyland décida, début octobre 75, de fermer l'entreprise et de mettre ainsi à la rue près de 3 000 travailleurs. Devant la combativité de ces travailleurs, leur refus de faire les frais de ce réaménagement, Leyland recula et proposait, avec l'appui des syndicats révisionnistes et réformistes, le licenciement de 1 500 travailleurs, avec seulement une vague promesse de reclassement dans d'autres entreprises de la ville. Refusant toujours cette solution du chômage, les travailleurs se mirent en lutte : grève et occupation. Le 29 octobre, 300 000 métallos se mirent en grève 24 h par solidarité avec la lutte des travailleurs d'Innocenti. Malgré les manœuvres des directions syndicales révisionnistes qui étaient prêtes à imposer la solution de Leyland, les travailleurs obtinrent le report de ces licenciements au mois de février prochain, comptant mettre à profit une nouvelle fois ce recul de la direction.

## les travailleurs italiens s'opposent de plus en plus au PCI

Dans ces conditions, les contradictions entre les travailleurs et les faux communistes ne font que s'aiguïser. Dans les principales luttes qui se sont déroulées cet été et qui ont été en quelque sorte le phare de la lutte de classe en Italie, notamment à Italsider (à Gênes et Tarente), à Alfasud (Naples) les travailleurs ont fait barrage aux violentes manœuvres du PCI et parvinrent à imposer leurs revendications de 50 000 lire pour tous, le refus du chômage partiel, la réduction des horaires de travail avec les mêmes salaires. Fin octobre, les cheminots rejetèrent les

naises alors qu'à Milan, on compte officiellement plus de 30 000 chômeurs. Les travailleurs d'Innocenti s'opposèrent à cette manœuvre, engagèrent la lutte et décidèrent la grève. Tentant d'occuper leur entreprise, le PCI leur opposa un cordon constitué de son propre service d'ordre. Une violente bagarre s'ensuivit et 6 travailleurs, leaders de la lutte furent licenciés. Le lendemain le PCI diffusait un tract déclarant que cette manifestation était le fait de fascistes et donnait raison à la direction à propos du licenciement de 6 travailleurs. La détermination des travailleurs eut raison de la



Agnelli, PDG de la FIAT, et Novelli, du PCI... «le compromis historique».

## le plan de relance du capitalisme italien du PCI

Poursuivant dans cette logique de gestionnaire du capital, les faux communistes du PCI proposent aux travailleurs comme objectifs de leurs luttes pour la négociation des conventions collectives, le «plan de relance» suivant, largement repris dans la plateforme unitaire des syndicats :

- des investissements dans l'agriculture qui en fait correspondent à une soumission accrue des paysans moyens et pauvres, essentiellement du Sud de l'Italie, aux industries agro-alimentaires.
- dans le secteur de l'énergie : centrales nucléaires, électricité, dans le secteur de l'électronique instrumentale, accélérant ainsi le processus de concentration monopoliste fortement engagé déjà.

travailleurs conscients du sens d'une telle proposition, ils proposent comme solution de rechange de «regrouper les jours de fête dans une seule période de l'année ou de les faire coïncider avec la fin de la semaine !!». Ils tentent ainsi de faire accepter, de marchander avec les travailleurs la gestion de la pénurie que met actuellement en place la bourgeoisie italienne.

Ces faux communistes tentent d'enfermer les travailleurs combattifs dans le faux dilemme : «lutte pour les salaires ou lutte pour la défense de l'emploi».

Caractérisant toute lutte pour les salaires comme contraire à l'intérêt économique général, comme compromettant la logique de la politique d'investissement qu'ils proposent et qui reprend pour l'essentiel les projets de la bourgeoisie italienne dans son plan de restructuration. Sur cette base, ils engagent une véritable chasse aux travailleurs révolutionnaires, résolus à faire reculer la

## un exemple de restructuration : la Fiat

La FIAT occupe actuellement à Turin 120 000 travailleurs. Le seul établissement Milla Fiori : 50 000. En deux ans, 14 000 travailleurs y furent licenciés et il n'y a eu aucune embauche. La production automobile de Fiat a baissé de 300 000 passant de 1 500 000 à 1 200 000 de 1973 à 1974. Le salaire moyen versé aux ouvriers est de 119 000 livres dont 50 % en fixe, le reste lié au système de primes de production, de rendement, etc... Les cadences ont été multipliées par 2 depuis 1973, aggravant les

conditions d'exploitation et provoquant une hausse de «l'absentéisme» de 12 à 15 % en moyenne mensuelle. L'essentiel du personnel habite à 30, 60 km de l'entreprise. Agnelli, le PDG a proposé de réduire la part de la production automobile de la Fiat à 60 %, et de diversifier sa production de véhicules industriels, d'autobus, de matériel agricole, d'avions et moteurs d'avion, d'engins militaires, de sidérurgie,...

En 1969, d'importantes luttes se sont développées à la

Fiat de Turin, sous la forme de grève «thrombose», paralysant toute l'activité de ce gigantesque baignoire capitaliste. Pour parer à cette situation, Agnelli fit mettre un coûteux système de stockage entre les chaînes. Actuellement, une importante combativité des travailleurs de l'atelier qui monte la Fiat 128 se développe, contre le chômage partiel, contre les licenciements, remettent en cause les directions syndicales révisionnistes et réformistes et proposent la construction de Comité Unitaire d'Usine.



Pour un salaire minimum garanti... revendication dite «corporatiste» par le PCI...

20 000 lire d'augmentation que les syndicats liés au PCI avaient obtenues du gouvernement et se mirent en grève pour la satisfaction de «100 000 lire pour tous». A cette occasion, face à l'opposition résolue des travailleurs, Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL déclarait : «Si les syndicats ne sont pas capables de garantir la discipline des travailleurs, alors, c'est à l'Etat d'intervenir !» appelant ainsi ouvertement la bourgeoisie à la répression des travailleurs en lutte. Enfin, autre exemple, à Milan, à l'usine Innocenti, filiale de la Leyland, le PDG avait décidé le licenciement de 1 500 travailleurs début novembre. Les responsables locaux du PCI et des syndicats réformistes proposèrent le réemploi de ces travailleurs licenciés dans d'autres entreprises mila-

direction qui fut obligée de concéder le report de la mesure de licenciement de 1 500 travailleurs.

En fait, au moment où l'instabilité politique des partis bourgeois s'accroît, où les travailleurs italiens remettent en cause leurs solutions, le PCI apparaît de plus en plus pour ce qu'il est : un faux parti communiste, et comme le témoignait un ouvrier d'Innocenti au lendemain de l'affrontement avec le cordon du PCI : «le compromis historique, c'est le dernier bastion contre-révolutionnaire !».

# "Terre d'Espagne" de Joris Ivens

JORIS IVENS AU SERVICE DES PEUPLES EN LUTTE

Ce film, «Terre d'Espagne», réalisé en 1937 par Joris Ivens et commenté par Hemingway, devrait pouvoir être vu par les larges masses, alors qu'il n'est projeté que dans deux salles parisiennes : St Séverin (6<sup>e</sup>), Olympic (14<sup>e</sup>).

En effet, face à une presse bourgeoise qui a braqué ses projecteurs sur l'interminable agonie de Franco, puis sur le néo-fanquisme, c'est-à-dire sur l'asservissement d'une nation, développant ainsi et intentionnellement un pessimisme certain, le film de Joris Ivens rend un hommage juste et chaleureux aux peuples d'Espagne en lutte pour écraser les rebelles fascistes voulant s'emparer du pouvoir.

«Terre d'Espagne» est à la fois une critique impitoyable de la guerre déclenchée par les fascistes soutenus par les fascistes allemands et italiens et une exaltation du courage, de la créativité dans la lutte des masses espagnoles. Il apparaît donc d'une actualité brûlante.

17 AMBULANCES POUR LE PEUPLE ESPAGNOL

Et pourtant c'est en février 1937 que Joris Ivens arrive à Valence et qu'il va commencer à réaliser son film. Un comité d'intellectuels américains (Hemingway, Dos Passos...) avait pensé à un film sur l'Espagne en lutte, avait pour cela réuni une somme assez modeste et, chacun devant

travailler bénévolement, les bénéfiques devaient aller à l'achat d'ambulances (ce qui se produisit puisque 17 ambulances furent envoyées par la suite en Espagne).

Le scénario, élaboré par les écrivains du groupe, prévoyait une sorte de fresque grandiose, avec figuration, reconstitution historique..., qui engloberait toute l'histoire de la jeune République depuis l'abdication d'Alphonse XIII.

DANS LA ZONE DES COMBATS

Joris Ivens, chargé de la réalisation du film, laisse le scénario dans sa valise et part avec sa caméra au cœur même des événements, c'est-à-dire dans la zone des combats, entre Valence et Madrid.

Avec son opérateur, John Ferno, il va bâtir son film autour de deux axes parallèles et complémentaires :

- La Terre d'Espagne défendue militairement par le peuple contre les usurpateurs fascistes,

- La Terre d'Espagne irriguée et mise en valeur par les paysans «pour le bien commun et pour les défenseurs de Madrid».

La petite équipe se fixe donc à Fuentedueña, village situé à 60 kms de Madrid derrière la ligne de front Valence-Madrid. Là, les paysans sont en train de réaliser un vieux rêve : irriguer les terres laissées en friche par les seigneurs de Madrid, Et à

la fin du film lorsque l'eau se répand dans les champs les paysans semblent avoir remporté une aussi grande victoire que leurs camarades militaires qui, au même moment, repoussent l'ennemi au-delà de la route Valence-Madrid.

L'équipe gagne la confiance des républicains. Et, renforcée par Hemingway, elle peut filmer, non sans risques, en première ligne, «des vrais visages d'hommes qui vont au combat» dans les batailles de Briuega et de la Jarama.

LE SENS PROFOND DE LA VIE DU PEUPLE

Et ce qui frappe effectivement dans ce film, c'est la présence même des masses, c'est le sens profond de la vie du peuple que Joris Ivens arrive à saisir et à mettre en relief par les cadrages et le montage. Par exemple, cette dextérité des mains à pétrir à la fois deux boules de pâte à pain ; ce savoir paysan qui, avec un bout de crayon tenu par de gros doigts de travailleur, trace le plan de l'irrigation ; ces gestes habiles des villageois de Fuentedueña qui creusent des canaux, dament le sol, amènent des demi troncs d'arbres taillés en rigoles pour redonner vie à une terre stérilisée par les latifundistes.

C'est aussi l'effarement muet des femmes lors des premiers bombardements fascistes : on perçoit sur leurs visages, dans leurs gestes le refus de croire à un monde où, le temps d'une bombe éclatée, meurent déchiqué-

tes leurs parents, leurs voisins.

C'est encore tout le poids chaleureux des hommes de la terre amenés à prendre le fusil pour défendre leur liberté contre les agresseurs fascistes : la vie du front avec ses menus faits quotidiens, puis l'attaque avec son arithmétique sanglante, les blessés qui serrent les dents de souffrance et de courage (quelle différence avec les films dits de guerre où la gesticulation, l'humour, les «belles agonies» maquillent le vrai tragique de l'affrontement armé !)

La justesse du film de Joris Ivens, c'est aussi ce montage parallèle de la vie et de la mort. Des bombardements inhumains qui massacrent des innocents, cette guerre où les fascistes essaient leurs nouvelles armes pour de futures agressions, mais aussi, et simultanément, et dialectiquement, cet élan de tout un peuple pour édifier au sein même des combats un avenir de paix, de liberté, de plein épanouissement.

Pour Joris Ivens le cinéma est bien, comme le disait Dziga Vertov, «l'art de la vie même».

JORIS IVENS AUX CÔTÉS DU PEUPLE CHINOIS EN LUTTE

En 1938, mission accomplie, Joris Ivens part pour un autre pays où lutte tout un peuple pour se libérer du joug impérialiste : il part pour la Chine, rejoint la VIII<sup>e</sup> armée

et réalise le film : «Quatre cent millions».

Il est frappant de voir que Norman Béthune suit la même trajectoire militante. Lui aussi est en Espagne sur le front pour aider le peuple espagnol à lutter contre la mort (c'est là qu'il inaugure une technique médicale révolutionnaire de transfusion sanguine sur le champ de bataille). Une fois organisé ce réseau médical, il part pour la Chine, «parce que, dit-il, c'est là que le besoin est le plus grand et que je suis le plus utile».

De même Joris Ivens, après la Chine, Cuba... repartira, inlassable combattant dont le fusil est la caméra, au Vietnam où, en équipe, il réalisera «Le 17<sup>e</sup> parallèle» ; puis, au Laos où après de longs mois de contacts quotidiens avec les combattants, il produit : «Le peuple et ses fusils».

LA CHINE EN CONSTRUCTION

Il est retourné en Chine, avec son équipe, dont Marceline Loridan, non plus dans un pays en lutte contre l'envahisseur, mais au milieu d'un peuple construisant dans l'enthousiasme et la rigueur le socialisme.

Et très prochainement, nous verrons sur les écrans, la série des cinq longs métrages sur ce peuple chinois qui dans la vie quotidienne, jour après jour, mène une lutte pour faire avancer le socialisme.

Paule SACONNET

MERCREDI 24 DÉCEMBRE

TF 1  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - MARIE-ANTOINETTE  
22 h 00 - POIRET EST A VOUS  
01 h 15 - JOURNAL et fin

A 2  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SHOW SALVADOR  
21 h 50 - VEILLÉE DE NOËL EN PROVENÇE  
1 h 15 - FIN DES ÉMISSIONS

FR 3  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 30 - Les grandes manœuvres  
Gérard Philippe  
23 h 40 - JOURNAL et fin

JEUDI 25 DÉCEMBRE

TF 1  
16 h 15 - CIGALON de Marcel Pagnol  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - CANCAN film américain  
22 h 30 - LES ROSES DE MONTREUX  
23 h 25 - JOURNAL et fin

A 2  
15 h 30 - CHITTY CHITTY BANG BANG  
19 h 20 - COURT MÉTRAGE  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - GRAND ÉCHIQUEUR  
23 h 55 - FIN DES ÉMISSIONS

FR 3  
à h 55 - JOURNAL  
20 h 30 - MOGAMBO  
22 h 20 - JOURNAL et fin

feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

## LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

DANS LES FOSSES LE RENDEMENT AU MÉPRIS DE LA VIE DES MINEURS

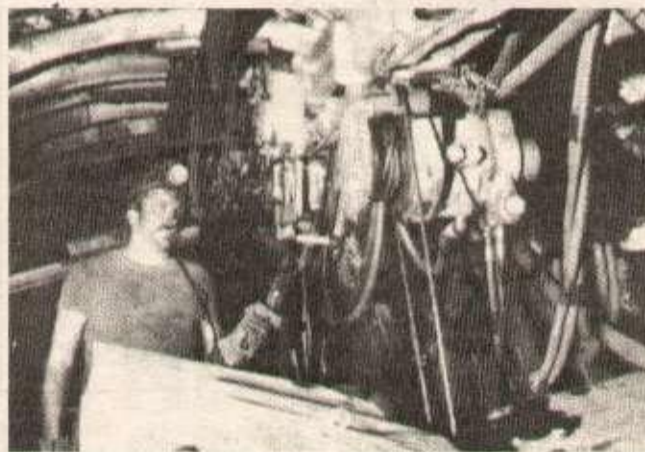
LE CERCHAR : COMMENT INTENSIFIER LE TRAVAIL

«Une fois un monsieur du Cerchar est venu faire une visite pour vérifier l'appareillage électrique du fond, question d'anti-déflagration, pour vérifier l'étanchéité en grisou des appareils électriques qui peuvent produire des étincelles. Le bonhomme s'est présenté dans une fosse, le chantier dans un coin

était vraiment pas en ordre, qu'est-ce qu'on a fait ? On a décablé l'installation électrique, on a camouflé les câbles, on a bouché l'entrée de la veine. Le monsieur s'est présenté, il a dit : «Et ici il n'y a rien ?» On lui a dit : «Non, ici c'est arrêté, c'est fini, il n'y a rien». Et en réalité le chantier tournait, l'après-midi on a recablé et on a remis en route».

Une autre fois le Cerchar s'est présenté dans une fosse qui n'était pas prête au point de vue anti-déflagrant et il a dit : «Je m'en vais dans une autre fosse je reviendrai plus tard».

Aujourd'hui, la taille où travaille René, marche mieux que les autres jours. Le terrain n'est pas trop difficile, seulement si on continue à cette cadence, il y aura peut-être du bonus. Soudain, comme tous les jours le gueulard se met à siffler. Il y a du grisou. Non pas que la veine par elle-même soit tellement grisouteuse. Mais avec les cadences que les Houillères imposent, le débit est de plus en plus important. Les Houillères l'ont reconnu elle-même : dans une publication du Cerchar,



signée entre autre par Mr Coquidé et qui s'intitule «lutte contre le grisou», il est dit, qu'avec le développement de la productivité, le grisou redevient le principal danger et qu'il faut prendre des précautions supplémentaires. Ces messieurs font quand même parfois preuve de bonnes intentions.

Ici, ils ont été obligés de mettre un télégrisoumètre, en plus de GTM. Il y a aussi une lampe à benzine mais ça ne sert pas à grand chose.

«Les lampes à flammes il y a certains chantiers qui en ont comme les remontrages de tailles, les déca-

trouvons au renvoi d'une tête de taille nous n'avons pas de lampes à flamme, pas le droit d'en avoir. Et ça ne sert à rien. Il y a des mineurs qui sont à 5 m derrière moi ils ont une lampe à flamme. Hier la lampe à flamme était éteinte et comme les gars ont pas de feu il faut qu'ils aillent dans une bowette, à l'air libre. Ça le gars il a même pas fait.

LE TRAFFICAGE DE LA TENEUR EN GRISOU

Le «gueulard» qui se met à siffler ça veut dire que la teneur est supérieure à 1,5 % et qu'il faut arrêter les machines. Mais l'ordre doit venir de la télévigie et c'est rare qu'ils

le fassent d'abord parce que le télévigie a plein de mesures à contrôler, et s'il voit quelque chose d'anormal, il le communique à l'ingénieur qui seul peut prendre une décision.

«Maintenant il y a une autre chose c'est la télégrisoumètre. L'appareil détecte trop de grisou et il siffle. Ce que font les chefs c'est qu'ils prennent la teneur en grisou mais ils ne le disent pas et ils déplacent le GTM dans un endroit où il y a moins de grisou. C'est facile, c'est une petite boîte comme un transistor. C'est un truc de camouflage, il faut faire la production. Celui qui fait ça, c'est qu'il a des ordres supérieurs, y'a pas de doute là-dessus.

Il faut faire la production, le reste on s'en fout. Et il y a une certaine peur à arrêter. Il existe des dérogations dans certains cas des dérogations de la direction permettent de faire tourner avec un taux de grisou plus haut que la normale ; c'est affiché à ce moment là. Il y a un ingénieur de sécurité mais je ne l'ai jamais vu, on l'a vu hier à la télé».

(un mineur du 13/18 d'Hulluch)

NOTRE SÉLECTION

«La planète des singes», premier film d'une série sur le même thème part de l'hypothèse que l'évolution biologique des races peut très bien faire des singes une race douée d'une intelligence comparable à l'intelligence humaine. Pour éviter d'aborder l'aspect historique des choses, Arnold Laven choisit de projeter ses héros, vulgaires êtres humains, eux par un fantastique bond dans le temps, sur une terre où les singes sont devenus les maîtres. Ce film, dont le thème n'aurait pu être qu'un prétexte à aventures parsemées de «suspense», est plus ambitieux, s'attachant à démonter la société des singes, s'attardant sur les relations hommes singes... Si vos tenez à regarder la télévision, en cette soirée de Noël, c'est bien le seul film qui mérite d'être retenu d'un programme particulièrement falot, à moins que vous ne teniez à revoir Gérard Philippe et Michèle Morgan dans les «grandes manœuvres», film consacré au divertissements bourgeois du début du siècle.

**international**

**Une camarade guyanaise nous décrit ce qu'est la vie des jeunes en Guyane, et pourquoi le peuple guyanais est profondément révolté sur le plan de colonisation.**

La place des Palmistes, au centre de Cayenne est laissée à l'abandon. Les palmistes sont de moins en moins nombreux et j'ai vu que bon nombre de ceux qui restaient avaient été marqués, sans doute parce qu'ils ont quelques maladies et qu'ils doivent être abattus. Autrefois, c'était le lieu de promenade le soir après le travail ou en fin de semaine. Maintenant, toute la journée, il y a du monde, des jeunes sans travail.

Mon cousin s'y rendait souvent. Il était sorti du CET avec un CAP d'ajusteur ; en Guyane, ça ne sert à rien. Certains de ses camarades ont reçu une formation spécialisée pour les diesels. Ils vont aussi place des Palmistes : il n'y a que très peu de diesels en Guyane et les entreprises étrangères, françaises ou américaines qui en utilisent amènent leurs propres techniciens. Alors, deux jeunes sur trois sont au chômage, tous ceux qui ne vont pas au lycée, tous les fils des classes les plus pauvres.

Ceux qui vont au lycée sont à peu près sûrs de trouver une place dans l'administration coloniale. Pour les autres, ils trouvent parfois un petit travail : mon cousin était jardinier à la préfecture. Trois mois, payé à 800 F par mois. Puis il a été licencié. Un autre l'a remplacé ; sans doute ne restera-t-il lui aussi que trois mois ; passé ce délai, ils devraient être déclara-

rés à la Sécurité Sociale. Aussi, les patrons se débrouillent pour licencier les jeunes avant : cela permet de les payer très mal sans avoir de charges sociales.

Voilà, toute la vie des jeunes, c'est végéter dans des boulots sans intérêt et déambuler entre la place des Palmistes et ce qu'on appelle le quartier chinois. Là, il y a des tripots minables, où ils peuvent passer leurs soirées ; la police laisse faire, bien que ce soit illégal. Il faut croire que ça l'arrange bien.

Végéter pendant toute l'année, n'avoir pour seule préoccupation que le carnaval ne nous satisfait pas. Toute une propagande est organisée pour persuader les jeunes qu'il doit se rendre en France. Ainsi le sénateur réactionnaire Vignon a organisé une sorte de maison des jeunes appelée «jeune Guyane» où l'on peut jouer au baby-foot et au ping-pong gratuitement et où l'on te vante sans cesse la France.

Finalement, la plupart finissent par passer un concours ou par se laisser convaincre par le BUMIDOM. Les concours des postes, de la santé, de la préfecture, permettent de recruter 3 guyanais sur 4 qui partent. Il faut voir ce qu'ils doivent signer ! J'ai dit à mon cousin «tu es fou de signer ça». Les PTT lui demandaient d'accepter de se rendre n'importe où ; s'il avait un pro-

blème de logement, il n'avait pas le droit de se tourner contre l'administration ; s'il n'y avait pas de poste à la fin de son stage de quatre mois l'administration n'était pas responsable. Il a signé quand même, et beaucoup d'autres l'on fait, car en Guyane, il n'a aucun moyen de gagner sa vie. Et il ne pourra pas revenir avant longtemps : il faut attendre cinq ans pour être inscrit sur les listes d'attente, et puis il faut attendre.

Tout est fait pour pousser le jeune Guyanais à quitter son pays, puis quand il l'a quitté, tout est fait pour rendre son retour très difficile, pour qu'il s'installe définitivement en France.

Cela aussi, c'est le plan Stirn. Par milliers, les Guyanais sont obligés de quitter leur pays, alors que par ailleurs, on tente d'installer des milliers de français auxquels on fournit de vastes concessions

# GUYANE 'végéter ne nous satisfait pas'

## AU COEUR DES LUTTES : L'INDÉPENDANCE

22 décembre 1974 : huit militants guyanais sont arrêtés, déportés en France et enfermés à la prison de la Santé. Tout le dernier trimestre de l'année 1974 avait été marqué par d'importantes luttes des masses : affrontements avec les troupes d'occupation pendant quatre jours à l'occasion du voyage du ministre des colonies, Stirn, au mois de septembre ; manifestations de masses et grève le 15 novembre pour protester contre le jugement de trois patriotes ; la nouvelle des arrestations des huit était elle-même accueillie par de puissantes manifestations.

Précisément, le grand réveil de la conscience du peuple guyanais s'est manifesté à l'occasion de l'arrivée sur son sol de ces troupes coloniales, fraîchement débarquées d'Algérie, où elles venaient de mener huit années durant une sauvage guerre antipopulaire. Ce débarquement provoquait d'importantes manifestations, et le député de la Guyane à l'assemblée française, proche du peuple, condamnait l'installation de ces troupes à la base de Kourou : sa mort, survenue les jours suivants dans un étrange «accident» d'avion, est à ce jour «inexpliquée».

Le 11 décembre 1969, les masses envahissent le conseil général (ouvertement pro-colonialiste) pour protester contre la dégradation de leurs conditions de vie. En juillet 1971, après une grève au mois de janvier, le peuple se mobilise contre la venue de Messmer, mal-

gré l'appel au calme du Conseil Général (conciliateur). Novembre de la même année : ce sera la grève des travailleurs du bâtiment et des boissons gazeuses, qui verra deux nuits de lutte violente.

C'est en 1971 que l'Union des Travailleurs Guyanais, UTG, séparée organisationnellement de la CGT depuis 1965, adopte à son Congrès le mot d'ordre d'indépendance. Tour-nant capital, où la classe ouvrière trace à l'ensemble des masses populaires du pays la voie de la lutte sans concession pour la libération nationale, disqualifiant ainsi toutes les tentatives de conciliation parlementaire recouvertes du manteau de l'«autonomie». Le camarade Wacpou, présentant le rapport au nom du secrétariat sortant, y indique que le colonialisme «ne désarme jamais tant qu'on ne lui enfonce, patiemment, avec courage et détermination, une barre à mine dans le cœur». Cette prise de position claire est la suite logique des mobilisations populaires de novembre 71, qui ont nettement marqué qu'aucun compromis n'était possible.

Aujourd'hui, le peuple guyanais doit faire face à une tentative d'invasion organisée par la France : 30 000 colons sont rassemblés dans ce but, alors que la population actuelle s'élève à 60 000 personnes. Notre devoir est d'empêcher ce départ, menace pour le peuple guyanais, menace pour ses voisins, le Surinam et la Guyane.

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**A la veille de la visite que doit effectuer Monsieur Jacques Chirac en Guyane durant les fêtes de Noël, l'Union des Travailleurs Guyanais par l'intermédiaire de son représentant en France et l'Union des Étudiants Guyanais :**

**o Réaffirmer solennellement le droit inaliénable du peuple guyanais à l'autodétermination (1) et notamment à l'indépendance nationale ;**

**o Dénoncent la nouvelle agression dont sont victimes la Guyane et les Guyanais à travers le «plan Stirn» : véritable plan de colonisation tendant à la «palestinisation» de la Guyane.**

**Après près de trois siècles et demi de colonisation, la Guyane demeure le dernier pays d'Amérique du Sud sous domination coloniale.**

**A cette occasion, nous appelons tous les démocrates et hommes progressistes à dénoncer les méfaits du colonialisme français en Guyane.**

**Seul le peuple guyanais doit être maître de son destin pour la construction d'une Guyane libre et démocratique.**

(1) Résolution de l'Organisation des Nations Unies (XXV) sur le «Programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuple coloniaux» des Nations Unies. 12 décembre 1970 - § 4.

U.T.G. - U.E.G.

# LIBAN : cette séparation que veulent les réactionnaires

Les derniers attentats commis par les Phalangistes contre deux responsables druzes visent à entraîner les druzes, en tant que communauté, dans le conflit. Le plan que visent les Phalangistes et leurs alliés, les Moines Maronites de Cherbel al-Kassis et les miliciens de Chamoun, depuis les événements d'avril, c'est la partition (séparation en deux) du Liban, et cela en confessionnalisant le conflit. Au mois d'avril, les Phalangistes ont massacré une trentaine de Palestiniens à Ain Remmaneh. Par cette action, ils cherchaient à grouper autour d'eux les chrétiens et la droite

au Liban. Mais ils ont échoué : ils ont été isolés dans les quartiers où ils se trouvaient, car la population chrétienne a vivement désapprouvé ce crime. Alors ils ont procédé autrement. Au Liban, les communautés vivent groupées autour d'elles-mêmes. Ce que visent les Phalangistes et leurs alliés c'est la séparation des lieux d'habitation des chrétiens des autres communautés. A Beyrouth, c'est le partage par quartiers, et dans le reste du

barricades à l'entrée de tous les quartiers à majorité chrétienne pour contrôler les passants ; s'ils sont musulmans, Palestiniens ou Syriens, ils sont massacrés. Cette pratique a empêché les liens entre la population de ces quartiers et ceux en dehors. Ainsi, ils essaient de couper Beyrouth en deux, en groupant tous les quartiers à majorité chrétienne, les isolant des autres quartiers. Mais des quartiers, comme la Quarantaine où vivent des libanais musulmans, des Kurdes et des syriens, se trouvent dans la «région chrétienne». Pour les Phalangistes, il faut chasser ces habitants. Pour cela, ils n'ont pas manqué une seule occasion depuis avril, pour bombarder ce quartier, cherchant à déloger la population.

Partout au Liban, là où elles voulaient une séparation, les Phalangistes ont déclenché les combats. Dans le Chouf : contre les druzes ; dans le Bekac : Zahlé contre les villages autour ; au Nord : l'intérieur contre Tripoli, ils cherchent à créer une situation de panique entre les régions et empêcher tout déplacement d'une région à l'autre, pour faciliter la partition.

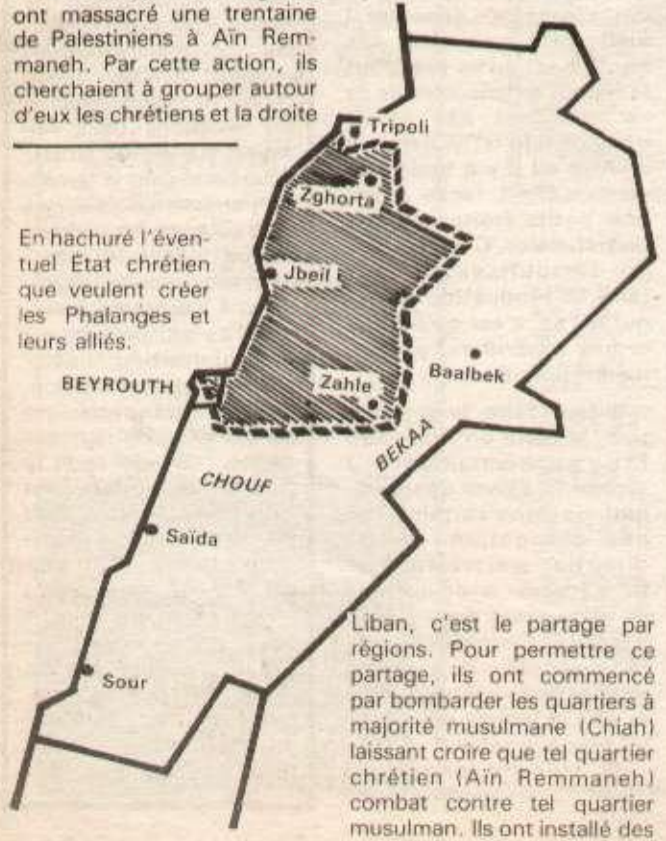
Mais la population libanaise est hostile à la partition. Plusieurs manifestations se sont déroulées, groupant des chrétiens et des musulmans, affirmant l'unité du peuple libanais. Jusqu'à présent,



le plan du partage de Beyrouth : la ligne de partage, c'est la rue de Damas. A l'est, c'est la région que veulent contrôler les Phalangistes.

seul le supérieur des Moines Maronites s'est prononcé pour la partition. Gemayel n'ose pas affirmer son plan, de peur d'être isolé. Ce que souhaite et réclame la majorité du peuple libanais, c'est l'unité avec les peuples arabes, pour la lutte contre l'Etat sioniste et contre l'impérialisme. Le plan de partition vise, en effet, à empêcher cette unité qui a commencé par se former avec le peuple palestinien. Après avoir essayé en mai 73 de dresser les Libanais contre les Palestiniens et avoir échoué dans cette tentative, à présent, l'impérialisme cherche à dresser des libanais contre des libanais, visant à créer un Etat fantoche pour encercler les palestiniens et ceux qui les soutiennent entre cet Etat et l'Etat sioniste.

Yomna el-Khalil



En hachuré l'éventuel Etat chrétien que veulent créer les Phalangistes et leurs alliés.

Liban, c'est le partage par régions. Pour permettre ce partage, ils ont commencé par bombarder les quartiers à majorité musulmane (Chiah) laissant croire que tel quartier chrétien (Ain Remmaneh) combat contre tel quartier musulman. Ils ont installé des

## OPEP : le commando a libéré les otages

**SUITE DE LA UNE**  
elle dénonçait les tentatives pour entraîner les Etats arabes et la Résistance Palestinienne à la table de négociation de Genève, et «toutes les autres formes de capitulation». Elle soutenait la «souveraineté sur les richesses financières et pétrolières» des pays arabes, «par la nationalisation des monopoles pétroliers et l'adoption d'une politique financière et monétaire nationale» ; elle dénonçait le «complot isolationniste confessionnel au Liban» et soutenait «les forces nationales arabes et la Résistance Palestinienne qui défendent l'unité du Liban et son appartenance nationale arabe». Elle se prononçait pour une marche vers l'unité arabe, par «des initiatives d'unification entre les Etats arabes» voisins.  
Est-ce parce que leurs ministres étaient encore tenus en otage jusqu'à

hier matin ? En tout cas, les réactions des différents capitales arabes étaient restées prudentes jusqu'aux dernières nouvelles. Seul, le gouvernement égyptien, dont la politique était évidemment la plus directement visée par la position officiellement prise par le commando du «bras de la révolution arabe».

Cependant, les informations les plus contradictoires continuaient à circuler concernant la composition du commando, à la tête duquel certains témoignages voyaient le nommé «Carlos», qui avait échappé l'an dernier à la police française après avoir abattu deux policiers de la DST et un indicateur. De même, la nationalité des membres du groupe était encore confuse, indiquant cependant en général qu'il comportait vraisemblablement, en plus de certains membres arabes, plusieurs européens.